ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 7 juillet 1986, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° "modifiant la législation relative aux accidents du travail, aux accidents survenus sur le chemin du travail et aux maladies professionnelles dans le secteur public", a donné le 9 juillet 1986 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 7 juli 1986 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr "tot wijziging van de wetgeving betreffende de arbeidsongevallen, de ongevallen op de weg naar en van het werk en de beroepsziekten in de overheidssector", heeft op 9 juli 1986 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat se borne aux observations suivantes.

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

Comme l'arrêté royal de pouvoirs spéciaux en projet modifie non seulement la législation mais aussi la réglementation relative aux accidents du travail, aux accidents survenus sur le chemin du travail et aux maladies professionnelles dans le secteur public, il conviendrait de l'indiquer dans l'intitulé. Il serait dès lors préférable de rédiger celui-ci comme suit :

"Arrêté royal n° modifiant la législation et la réglementation relatives aux accidents ...".

PREAMBULE.

A l'alinéa 2, qui vise la loi du 3 juillet 1967, il y a lieu d'ajouter conformément à l'usage : "..., notamment les articles 4 et 12,modifiés par l'arrêté royal n° 280 du 30 mars 1984;"

.../...

A l'alinéa 3, qui vise l'arrêté royal du 24 janvier 1969, il y a également lieu d'ajouter conformément à l'usage : "..., notamment l'article 15, modifié par l'arrêté royal du 24 mars 1986, l'article 20, l'article 21, modifié par les arrêtés royaux des 25 août 1971 et 24 mars 1986, et l'article 23, modifié par l'arrêté royal du 24 mars 1986;".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Dans la phrase liminaire, il convient de supprimer la référence à l'arrêté royal du 25 août 1971, la modification apportée par cet arrêté étant devenue sans objet par l'effet de l'arrêté royal n° 280 du 30 mars 1984. Il y a lieu d'écrire simplement : "..., modifié par l'arrêté royal n° 280 du 30 mars 1984, ...".

L'article ajoute à l'article 4 de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, un paragraphe 2 portant que "Les rentes afférentes à des accidents survenus à partir du 1er avril 1984 et fixées conformément au § 1er sont réduites de 50 p.c. pour les invalidités inférieures à 5 p.c. et de 25 p.c. pour les invalidités au moins égales à 5 p.c. mais inférieures à 10 p.c.".

.../...

Le rapport au Roi qui précède le projet fait valoir que "Les mesures qui font l'objet du présent arrêté royal s'inspirent de certaines dispositions qui ont été prises en la matière par les arrêtés royaux n° 39 du 31 mars 1982 et n° 285 du 31 mars 1984 modifiant la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, applicable aux travailleurs salariés. Elles s'inscrivent dans le cadre de l'accord du Gouvernement qui prévoit l'alignement de la réglementation du secteur public sur celle du secteur privé en ce qui concerne l'indemnisation des invalidités inférieures à 10 p.c.".

L'alinéa 2 inséré dans l'article 24 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail par l'article 2 de l'arrêté royal n° 285 du 31 mars 1984, dispose que "Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, ladite allocation annuelle est diminuée de 50 % si le taux d'incapacité s'élève à moins de 5 % et de 25 % si le taux d'incapacité s'élève à 5 % ou plus mais moins que 10 %". L'article 7, alinéa 1er, dudit arrêté royal n° 285 porte que l'article 2 entre en vigueur le 1er avril 1984 pour les accidents survenus à partir de cette date.

De prime abord, le régime prévu par l'article 1er du projet pour les membres du personnel du secteur public est le même que celui qui a été institué pour les travailleurs des entreprises privées par l'arrêté royal n° 285 du 31 mars 1984, notamment en ce qu'il vise les accidents survenus à partir du 1er avril 1984. Le délégué du Ministre confirme que cette date a été choisie pour qu'il y ait une identité de régime.

Mais il faut évidemment tenir compte de ce que les nouvelles règles plus restrictives ont été établies pour les travailleurs des entreprises privées par un arrêté du 31 mars 1984 alors que pour les membres du personnel du secteur public, elles ne le seront que par l'arrêté en projet.

.../...

Lorsqu'il a adopté l'arrêté royal n° 285, le Gouvernement a eu le souci de sauvegarder de la manière la plus large les droits acquis et de viser exclusivement les accidents survenus à partir du 1er avril 1984. Il a exprimé cette volonté dans deux passages du rapport au Roi. Dans le premier, il déclare que "... Ces diminutions doivent être appliquées dès la consolidation et se rapportent au futur, à savoir aux accidents survenus à partir du 1er avril 1984". Dans le second il ajoute que : "L'article 7 règle l'entrée en vigueur des dispositions du présent arrêté. Les modifications prévues dans le présent arrêté ne concernent que des accidents survenus à partir du 1er avril 1984. Les droits acquis restent donc assurés". Comme l'observation en a déjà été faite, l'article 7 de l'arrêté traduit en une règle juridique la volonté ainsi exprimée par le Gouvernement.

Par conséquent, en ne visant pas seulement les accidents survenus à partir de son entrée en vigueur, mais déjà les accidents survenus à partir du 1er avril 1984, l'article 1er du projet prévoit, en réalité, pour les membres du personnel du secteur public, un régime moins favorable que celui qui a été établi pour les travailleurs des entreprises privées par l'article 2 de l'arrêté royal n° 285 du 31 mars 1984 insérant un alinéa 2 dans l'article 24 de la loi du 10 avril 1971. Sur le point examiné ici, le projet n'assure pas aux membres du personnel du secteur public la pleine sauvegarde des droits acquis dont le rapport au Roi précédant ledit arrêté royal n° 285 faisait état pour les travailleurs des entreprises privées.

.../...

Au surplus, les membres du personnel du secteur public pourraient reprocher à l'article 1er du projet de modifier les règles applicables aux effets d'évènements qui se sont produits dans le passé.

Pour ces motifs, le Conseil d'Etat estime devoir proposer au Gouvernement de modifier l'article 1er du projet de telle sorte qu'il vise les accidents survenus à partir de la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet.

Article 2.

Dans la phrase liminaire, mieux vaut écrire in fine : "... par la disposition suivante :".

Le paragraphe 2 de l'article 12 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Le versement en capital visé au paragraphe 1er ne peut se faire qu'à partir du premier jour du troisième mois qui suit l'introduction de la demande et au plus tôt le premier jour du mois qui suit l'expiration du délai de révision fixé par le Roi".

Article 3.

Dans le texte néerlandais de la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire : "In het koninklijk besluit ...".

Au 1°, mieux vaut écrire, conformément à l'usage : "1° dans l'article 15 ...".

Au 3°, conformément à l'usage, il conviendrait d'écrire :

"3° l'article 21, modifié par les arrêtés royaux des 25 août 1971 et 24 mars 1986, est remplacé par la disposition suivante : "**Article 21.-** La valeur de la rente qui, par application ...".

Article 4.

L'article 4 pourrait être rédigé de manière plus simple comme suit :

"Le paiement mensuel des rentes visées à l'article 20 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969, modifié par l'article 3, 2°, du présent arrêté, en cours à la date de la publication du présent arrêté, cesse d'être effectué ...".

Article 5.

Voir l'observation faite au sujet de l'article 1er.

Wegens de korte tijd die de Raad van State is toegemeten, bepaalt hij zich tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Aangezien het ontworpen bijzondere-machtenbesluit niet alleen de wetgeving maar ook de reglementering inzake de arbeidsongevallen, de ongevallen op de weg naar en van het werk en de beroepsziekten in de overheidssector wijzigt, zou dat in het opschrift duidelijk moeten worden gemaakt. Het zou derhalve verkieslijk zijn het opschrift als volgt te stellen :

"Koninklijk besluit nr. tot wijziging van de wetgeving en de reglementering betreffende de arbeidsongevallen ...".

AANHEF.

Het tweede lid, dat naar de wet van 3 juli 1967 verwijst, behoort zoals gebruikelijk is te worden aangevuld met de woorden : "..., inzonderheid op de artikelen 4 en 12, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 280 van 30 maart 1984;".

.../...

Het derde lid, dat naar het koninklijk besluit van 24 januari 1969 verwijst, behoort eveneens, zoals gebruikelijk is, te worden aangevuld met de woorden : "..., inzonderheid op artikel 15, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 maart 1986, artikel 20, artikel 21, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 augustus 1971 en 24 maart 1986, en artikel 23, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 maart 1986;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

In de inleidende volzin behoort de verwijzing naar het koninklijk besluit van 25 augustus 1971 te vervallen. De door dat besluit tot stand gebrachte wijziging is immers doelloos geworden ten gevolge van het koninklijk besluit nr. 280 van 30 maart 1984. Men schrijve gewoon : " ..., gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 280 van 30 maart 1984, ...".

Het artikel voegt aan artikel 4 van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, een paragraaf 2 toe die bepaalt dat "de renten voortspruitend uit ongevallen die zich hebben voorgedaan vanaf 1 april 1984, en vastgesteld overeenkomstig § 1, worden verminderd met 50 pct. voor de invaliditeiten van minder dan 5 pct. en met 25 pct. voor de invaliditeiten die ten minste gelijk zijn aan 5 pct. maar minder dan 10 pct.".

In het verslag aan de Koning dat aan het ontwerp voorafgaat, wordt het volgende betoogd : "De maatregelen die het voorwerp uitmaken van dit koninklijk besluit zijn ontleend aan sommige bepalingen die terzake getroffen werden door de koninklijke besluiten nr. 39 van 31 maart 1982 van nr. 285 van 31 maart 1984 tot wijziging van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 met betrekking tot de werknemers. Zij kunnen geplaatst worden in het kader van het Regeerakkoord dat voorziet in het afstemmen van de regeling van de overheidssector op de reglementering van de privé-sector wat betreft de vergoeding voor invaliden die geen 10 pct. bereiken.".

Het tweede lid dat in artikel 24 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 is ingevoegd bij artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 285 van 31 maart 1984, bepaalt : "In afwijking op de bepalingen van het vorige lid wordt deze jaarlijkse vergoeding verminderd met 50 %, indien de graad van ongeschiktheid minder dan 5 % bedraagt en met 25 % verminderd indien de graad van ongeschiktheid 5 % of meer, maar minder dan 10 % bedraagt". Artikel 7, eerste lid, van het genoemde koninklijk besluit nr. 285 bepaalt dat artikel 2 in werking treedt op 1 april 1984 voor zover het gaat om ongevallen die zich vanaf die datum hebben voorgedaan.

Op het eerste gezicht is de door artikel 1 van het ontwerp voor de personeelsleden van de overheidssector bepaalde regeling dezelfde als die welke voor de werknemers van de privé-ondernemingen is ingesteld bij het koninklijk besluit nr. 285 van 31 maart 1984, inzonderheid inzoverre zij doelt op de ongevallen die zich vanaf 1 april 1984 hebben voorgedaan. De gemachtigde van de Minister bevestigt dat die datum gekozen is opdat een identieke regeling zou gelden.

Er moet evenwel rekening mee worden gehouden dat de nieuwe beperkender voorschriften ten aanzien van de werknemers van de privé-ondernemingen vastgesteld zijn bij een besluit van 31 maart 1984 terwijl zij, wat de personeelsleden van de overheidssector betreft, eerst bij het ontworpen besluit zullen worden vastgesteld.

Bij de aanneming van het koninklijk besluit nr. 285, heeft de Regering ervoor gezorgd dat de verkregen rechten in de ruimste mate veilig gesteld werden en dat uitsluitend de vanaf 1 april 1984 overkomen ongevallen bedoeld werden. Zij heeft die wil tot uiting gebracht in twee passussen van het verslag aan de Koning. In de eerste verklaart zij : "... Deze verminderingen dienen toegepast vanaf de consolidatie, en hebben betrekking op de toekomst, namelijk de ongevallen overkomen vanaf 1 april 1984". In de tweede voegt zij eraan toe : "Artikel 7 regelt de inwerkingtreding van de bepalingen van dit besluit. De wijzigingen voorzien in dit besluit betreffen enkel de ongevallen overkomen vanaf 1 april 1984. De verworven rechten worden dus veilig gesteld". Zoals reeds is opgemerkt, brengt artikel 7 van dit besluit de aldus door de Regering te kennen gegeven wil tot uitdrukking in een rechtsregel.

Doordat artikel 1 van het ontwerp niet alleen doelt op de ongevallen overkomen vanaf zijn inwerkingtreding, maar ook al op die welke zich hebben voorgedaan vanaf 1 april 1984, voorziet het bijgevolg voor de personeelsleden van de overheidssector, in feite, in een regeling die minder gunstig is dan die welke voor de werknemers van de privé-ondernemingen is vastgesteld bij artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 285 van 31 maart 1984, dat een tweede lid invoegt in artikel 24 van de wet van 10 april 1971. Ten aanzien van het hier onderzochte punt, verschaft het ontwerp aan de personeelsleden van de overheidssector niet het volle behoud van de verkregen rechten waarvan het verslag aan de Koning, dat voorafgaat aan genoemd koninklijk besluit nr. 285, gewag maakte voor de werknemers van de privé-ondernemingen.

.../...

Bovendien zouden de personeelsleden van de overheidssector artikel 1 van het ontwerp kunnen verwijten dat het regels wijzigt die van toepassing zijn op de gevolgen van gebeurtenissen die zich in het verleden hebben voorgedaan.

Om die redenen meent de Raad van State de Regering te moeten voorstellen artikel 1 van het ontwerp zo te wijzigen dat het doelt op de ongevallen overkomen vanaf de datum van de inwerkingtreding van het ontworpen besluit.

Artikel 2.

In fine van de inleidende volzin schrijve men : "... wordt vervangen door de volgende bepaling :".

Paragraaf 2 van het ontworpen artikel 12 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde kapitaaluitkering mag slechts geschieden vanaf de eerste dag van de derde maand volgend op die waarin de aanvraag ingediend werd en ten vroegste op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van de door de Koning vastgestelde herzieningstermijn".

Artikel 3.

In de Nederlandse tekst van de inleidende volzin schrijve men : "In het koninklijk besluit van ...".

In de Franse tekst van 1° schrijve men, overeenkomstig het gebruik : "1° dans l'article 15 ...".

.../...

Overeenkomstig het gebruik, behoort in 3° te worden geschreven :

"3° artikel 21, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 augustus 1971 en 24 maart 1986, wordt vervangen door de volgende bepaling : "Artikel 21.-De waarde van de rente die krachtens ...".

Artikel 4.

Artikel 4 zou eenvoudiger kunnen worden geredigeerd als volgt :

"De maandelijkse uitbetaling van de renten die bedoeld zijn in artikel 20 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969, gewijzigd bij artikel 3, 2°, van dit besluit, en die lopen op de datum van de bekendmaking van dit besluit, wordt vanaf ... niet meer uitgevoerd en de reeds uitbetaalde termijnen worden afgetrokken van ...".

Artikel 5.

Zie de opmerking bij artikel 1.

La chambre était composée de

Messieurs : Ch. HUBERLANT, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Madame : M.-Cl. HONDERMARCQ, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M.-Cl. HONDERMARCQ. Ch. HUBERLANT.